MARDI 31 JUILLET 1866.

ON S'ABONNE
rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, 17.
PRIX DE L'ABONNEMENT :
Un an. Six mois. Trois mois.
Départements. 80 fr. 40 fr. 20 fr.
Paris..... 72 fr. 36 fr. 18 fr.
Un Numéro, à Paris, 15 centimes

IN LONDON, apply to COWIE and son, foreign newspapers office, 3, Saint-Martin-le-Grand, E. C. (; chez SAMPSON, DAVIES et Co, 1, Finch lane, Cornhill, et 1, Cecil street, Strand.

N. B. Le JOURNAL DES DÉBATS ne répond pas des manuscrits qui lui sont adressés, et ne se charge pas de les restituer.

JOURNAL DES DÉBATS
POLITIQUES ET LITTÉRAIRES.

MARDI 31 JUILLET 1866.

ON S'ABONNE
à Rome,
chez PIERRE MARIE, place Colonna;
à Naples,
chez ÉTIENNE SUCKSANE, rue Medina, 16;
POUR L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, la Prusse et la Russie,
chez le directeur des postes,
à Cologne et à Francfort-s/-l'Oder.

Les ABONNEMENTS sont reçus
chez MM. PAUCHET, LAFFITE, BLANCHE,
8, place de la Bourse;
et au BUREAU DU JOURNAL.

FRANCE.

PARIS, 30 JUILLET.

L'Italie adhère à l'armistice de quatre semaines, et elle admet comme préliminaires de paix les conditions concertées avec la France. On sait que ces conditions assurent la réunion de la Vénétie à l'Italie sauf le consentement des populations, c'est-à-dire qu'elles modifient la forme première de la cession de cette province. La dépêche qui donne ces renseignements ajoute que la délimitation des frontières sera réglée ultérieurement; cette question de la délimitation des frontières comprend sans doute les prétentions de l'Italie sur le pays de Trente. Les feuilles légitimistes, mécontentes de voir les événements tourner à l'avantage de l'Italie, se dédommagent par des prophéties où l'avenir de nos voisins est représenté sous les plus sombres couleurs. Tous les personnages politiques italiens les plus considérables vont tomber en disgrâce par suite de la conclusion de la paix. L'opinion publique est déjà soulevée contre l'amiral Persano; le général La Marmora n'a plus qu'à prendre sa retraite; Cialdini également; quant au baron Ricasoli, c'est un homme perdu, et l'on sait que Garibaldi, qui va devenir le maître absolu de la situation, s'apprête à détrôner Victor-Emmanuel. Nous sommes un peu loin, on le voit, du programme de ces derniers jours, qui ne demandait pas moins que la restauration de tous les petits princes légitimes de l'Italie; mais ces combinaisons sont trop inoffensives dans leur variété pour qu'on aille chercher noise aux gens qui les acceptent comme fiche de consolation.

La *Correspondance Zeidler*, de Berlin, croit devoir mettre le public en garde contre les bruits que les feuilles parisiennes ne peuvent manquer de propager relativement à la teneur des préliminaires de paix, par la raison que les négociations engagées sont tellement mystérieuses et conduites elles de leur nature, qu'il n'en saurait rien transpirer au dehors. Le conseil est bon sans doute; mais nous ne voyons pas pourquoi la *Correspondance Zeidler* met seulement en cause les feuilles parisiennes; il nous semble qu'en fait de nouvelles suspectes, les feuilles allemandes ne doivent rien à personne. Voici, par exemple, le *Debat* de Vienne qui insinue, sur la foi d'une de ses correspondances, que l'indemnité payée par l'Autriche à la Prusse sera supérieure par l'Italie, sans préjudice d'une autre indemnité pour la cession de la Vénétie. L'opinion personnelle du *Débat* est que des conditions de ce genre seront stipulées avec l'Italie; cette feuille pense néanmoins que la nouvelle que lui donne son correspondant a besoin d'être confirmée, et nous sommes volontiers de cet avis.

Une dépêche de Manheim annonce que les mesures ordonnées contre Francfort pour le paiement de la contribution de 25 millions de florins sont suspendues; il est à désirer pour la Prusse, autant que pour Francfort, que le mot de suspension soit, en ce cas, synonyme de révocation. Le bourgmestre Maller a été appelé au quartier général prussien, et l'on connaîtra bientôt la décision définitive qui aura été prise.

La nouvelle qui s'était répandue d'une insurrection à Cuba est démentie. Il y aurait eu seulement une manifestation faite par les colons en faveur du dernier mouvement qui a éclaté à Madrid, et c'est là sans doute l'origine du bruit qui avait couru. En Espagne, le ministère vient d'être autorisé par un décret royal à mettre en vigueur la loi du 8 juillet qui suspend les garanties constitutionnelles. Le cabinet Narvaez se dit décidé à « réprimer » et à « réorganiser » vigoureusement. Pour ce qui est de réprimer, on peut s'en rapporter à lui; mais quant à réorganiser un pays où il y a tant à faire, c'est plus difficile. Il est commode d'ailleurs de confondre les deux choses!

P. S. Le Moniteur de Berlin publie une ordonnance, datée de Nikolsburg, qui convoque le Parlement prussien pour le 5 août.

La *Gazette officielle* de Florence contient un décret qui promulgue la Constitution italienne dans les provinces vénitiennes et qui déclare applicable à ces provinces la suppression des corporations religieuses. Le Concordat conclu entre l'Autriche et le Saint-Siége est annulé en ce qui concerne la Vénétie.

CORRESPONDANCE DE LA RÉDACTION, P. DAVID.

BOURSE DE PARIS.

CLOTURE	le 28	le 30	HAUSSE.	BAISSE.
3 0/0				
Jouissance.	68 80 -/-	68 80 -/-	» -/-	» -/-
Fin cour...	68,85 -/-	68 85 -/-	» -/-	» -/-
4 1/2 0/0				
Jouissance.	97 25 -/-	96 75 -/-	» -/-	50 -/-
Fin cour...	96 25 -/-	» -/-	» -/-	» -/-

Nouvelles de la guerre.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Berlin, le 29 juillet.

On mande de Nikolsburg, le 28 juillet :

« L'armistice, comme tel, ne peut commencer que le 2 août, parce que le commandant de l'Italie était désespéré à la conversation signée dans la soirée du 25 juillet. On a amiqué l'armistice en prolongeant la suspension d'armes jusqu'au 2 août. »

Nikolsburg, le 29 juillet.

Hier M. de Hardegg est allé à Vienne.

Aujourd'hui le roi va inspecter son armée sur le Marchfeld. S. M. visitera aujourd'hui et demain Wolkersdorf et Laboratorf, puis Markgrafneusiedel. Le quartier général principal restera ici jusqu'au retour du roi, qui se rendra ensuite à Berlin, en passant par Prague et Brunn.

Munich, le 29 juillet.

La suspension d'armes entre les Prussiens et les Bavarois a été conclue sans qu'on se soit entendu d'avance sur les préliminaires de paix.

Kiel, le 29 juillet.

Le comte de Rantzau-Appendorf et trente-huit grands propriétaires fonciers ont adressé au roi de Prusse une pétition pour l'annexion des duchés.

Hambourg, le 30 juillet.

On écrit de Schleswig aux *Nouvelles de Hamburg* :

« Le gouvernement a reçu l'ordre de faire des préparatifs pour les élections de députés au Parlement. On a, de plus, ordonné la formation de commissions d'inspection chargées de préparer la levée des hommes après un service d'un l'armée, de manière que cette levée puisse être terminée le 1er octobre. »

Wiesbaden, le 29 juillet.

Le nombre des Hessois demandant un roi de Prusse l'annexion du duché de Nassau augmente. A Dillenbourg, le président de la chambre de commerce, le bourgmestre et d'autres notabilités de la ville ont signé une adresse dans ce sens.

Berlin, le 29 juillet, soir.

On ne sait rien ici du départ de l'Electeur de Hesse pour le quartier général prussien.

Francfort, le 29 juillet.

Le Sénat a désavoué la Note de M. de Bernus, comme écrite sans mandat et comme contenant des inexactitudes de fait.

Berlin, le 29 juillet, soir.

On mande de Francfort, le 29 juillet :

« La dépêche de M. de Bernus, datée de Francfort, est une démarche individuelle. M. de Bernus n'était muni d'aucun mandat. Ce n'est pas le Sénat et les autres corps de l'Etat qui ont adressé des pétitions au roi, mais le Corps-Législatif. L'assemblée que les banquiers agissant d'accord de supprimer leurs pétitions n'est pas fondée. Les réactions prussiennes n'ont pas envoyé de réponse à la note de M. de Bernus, mais son adresse au roi. »

Berlin, le 30 juillet.

Hof, le 29 juillet. — Le quartier général du 2e corps de réserve est arrivé. Ce matin, à Bayreuth, le grand-duc de Mecklembourg, qui commande ce corps, a pris, au nom du roi de Prusse, possession du cercle, gouvernement de la Haute-Franconie.

L'avant-garde prussienne a dispersé ce matin un bataillon du régiment impérial de la garde, lequel a eu plusieurs morts, mais que d'officiers et 400 hommes prisonniers.

(Service télégraphique *Havas-Bullier*.)

Service de nuit.

Berlin, le 30 juillet.

On mande de Darmstadt, le 29 :

« Les nouvelles de Hofe, du Hesse Darmstadt et de Sax-Meiningen, se confirment à l'extrême et en Bavière, sont adressés des propositions directes au roi de Prusse.

« Le prince Frédéric de Wurtemberg, M. de Varnbüler, ministre de Wurtemberg, et M. de Dalwigk, ministre de Hesse Darmstadt, se sont rendus au quartier général prussien. »

Vienne, le 29 juillet, soir.

(Par voie indirecte.) On assure que le roi de Hanovre avait envoyé son aide de camp général au quartier général prussien. On ajoute qu'il n'aurait pas été reçu par le roi Guillaume.

Bayeux, le 30 juillet.

La navigation du Rhin est rétablie par suite de l'armistice conclu avec la Prusse.

Florence, le 30 juillet.

La *Gazette officielle* publie un décret qui promulgue dans les provinces vénitiennes la Constitution du royaume d'Italie, un autre décret annulant le Concordat stipulé entre l'Autriche et le Saint-Siége, et un troisième décret déclarant applicable aux provinces vénitiennes la loi de suppression des corporations religieuses. (Service télégraphique *Havas-Bullier*.)

Télégraphie privée.

Southampton, le 30 juillet.

La Saxonia, ayant à bord la malle des Indes-Occidentales et du Pacifique, a apporté 4 millions 214,700 dollars, dont 350,000 pour le Mexique.

Une révolution était attendue à Bogota. Il y avait des rassemblements, et des patrouilles armées circulaient dans les rues.

Une grande agitation régne au Pérou. Les bâtiments cuirassés *Huascar* et *Independance* étaient arrivés à Callao.

Lisbonne, le 29 juillet.

L'*Orella* a apporté de Rio-Janeiro les avis suivants :

Change sur Londres, 23 à 24; café, 7,800 à 8,000 reis; expéditions, 42,000 sacs; pour le compte de la Marche, 5,600; pour le Méditerranée, 4,600; stock, 150,000. Fret, 40.

Bahia : Change sur Londres, 24 3/4 à 25 1/2; coton, 15,300 reis; sucre, 2,200 reis; cassonade, 1,850 à 1,950 reis.

Pernambuco : Change, 24 à 24 3/4; sucre, 2,800 reis; cassonade, 1,700 à 2,300 reis; coton, 15,000 reis.

La Navarre était arrivée le 13 à Pernambuco.

Lisbonne, le 29 juillet.

Le paquebot anglais *Oneida* n'apporte aucun avis important du théâtre de la guerre dans la Plata.

Change à Rio : Londres, 23 à 24. Paris, 400 à 412. Hambourg, 780.

Café *good-fine*, 6,400 à 6,600 reis. Stock, 150,000 sacs.

Lisbonne, le 29 juillet.

Buenos-Ayres, le 27 juin (par l'Oneida). — Change sur Londres, 40 1/2 à 50. Dollars, 25 96.

Stagnation générale dans les affaires à cause de la crise européenne.

Valentia, le 30 juillet.

Le câble est donc de très bonnes conditions; on complète la communication télégraphique entre Terre-Neuve et New-York.

La reine Victoria a envoyé au Président des Etats-Unis Johnson un Message dans lequel S. M. se félicite de l'achèvement heureux d'une entreprise qui doit augmenter les liens d'union entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Ragusa, le 29 juillet, soir.

Cinq bataillons turcs, dont deux égyptiens, sont arrivés dans le port de Klerk. Les troupes turques et l'Herzégovine sont occupées par les troupes turques.

Berlin, le 30 juillet.

Le *Moniteur* prussien publie une ordonnance datée de Nikolsburg, le 27 juillet, qui convoque les deux Chambres du Parlement pour le 5 août.

Londres, le 30 juillet.

Consolidés anglais, 88 3/8; consolidés turcs, 27 3/4.

Il a été déposé aujourd'hui à la Banque d'Angleterre 120,000 liv. st.

Le Morning Star (édition du soir) dit que le gouvernement a pris des mesures militaires spéciales, à l'occasion du meeting réformiste qui doit avoir lieu ce soir. Le 1er régiment de hussards a été stationné à Buckingham-Palace. On attend de l'artillerie. Toutes les troupes de la garde d'Aldershott ont reçu l'ordre de se tenir prêtes.

(Service télégraphique *Havas-Bullier*.)

Les fusils ont fait leur œuvre; la diplomatie est en train de faire la sienne; nous allons maintenant voir entrer en scène un troisième instrument qui pourrait bien exercer une certaine influence sur le dénouement, et qui a nom le suffrage universel. Il est question d'appeler la population de la Vénétie à prononcer elle-même sur son sort futur et à choisir sa nationalité. De ce côté, l'opération nous paraît être une simple formalité. Y a-t-il un coup d'œil sur la carte, on peut voir que la Vénétie est située en Italie, comme l'ancien royaume de Naples et l'ancien grand-duché de Toscane, et comme Rome. Quand à la tradition de la république des doges, elle n'est plus entre-nous que par le parti légitimiste et ultramontain, qui se console avec cet innocent paradoxe, « Nous faisons à son intelligence, sinon à sa gravité, l'honneur de croire qu'il est le premier à rire de sa nouvelle invention. Nous disons que l'appel aux populations, en ce qui concerne la Vénétie, est une affaire de pure forme, parce que cet appel a déjà été fait et a déjà reçu sa réponse en 1848, quand les ancêtres républicains, comprenant que la royauté était l'instrument le plus efficace de l'affranchissement, ont voté la réunion de leur pays au Piémont. Ce vote scellait toujours; dix-huit ans d'oppression, d'esclavage et de silence ne l'ont point prescrit. La Vénétie n'a jamais cessé d'être italienne, et son pacte d'union, écrit avec cette encre sympathique qui reparaît quand on approche de la flamme, n'attendait que le feu et le fer pour montrer de nouveau ses lettres indélébiles.

La question italienne est si simple et si claire, nous ne parlons pas de Rome, mais seulement de la Vénétie, qu'elle ne donne point matière à discussion. L'Autriche elle-même a montré qu'elle le comprenait par la manière dont elle s'est débarrassée de ce fardeau, et dont elle a jeté une province à la mer pour alléger sa marche. Ce n'est donc point au Sud, c'est au Nord que l'exercice du suffrage populaire va produire des complications.

Jusqu'ici, en effet, nous n'avons vu agir que les pouvoirs personnels, les pouvoirs sans contrôle, les gouvernements et les généraux. Il nous reste à voir les résultats que va produire l'intervention des populations elles-mêmes dans le règlement de l'organisation intérieure, et aussi dans la délimitation des territoires. Nous comprenons la position prépondérante que va prendre la Prusse dans l'Assemblée représentative de cette Allemagne qu'elle vient de fonder et d'affirmer par son initiative et par ses armes; mais quelle attitude peuvent y avoir et quel rôle peuvent y jouer les rois et princes secondaires, sinon l'attitude de vaincus et le rôle de grands vassaux? Ainsi que nous l'avons déjà demandé au mire jour, est-ce la souveraineté ou seulement la suzeraineté que la Prusse va exercer sur les princes qu'elle a dépossédés et sur les pays qu'elle a occupés? Que le roi, obéissant à de certaines tendances de son esprit, à certaines idées sur le droit divin qui lui sont personnelles, préfère restituer ou conserver aux princes de second ou de troisième ordre leurs petites couronnes artificielles, et s'entourer de grands vassaux, comme au moyen-âge, il reste encore à savoir si le parti national allemand se prêtera à ces fantaisies, et s'il ne regardera pas l'existence de ces dominations séparées comme incompatible avec la fusion de l'Allemagne du Nord. Déjà nous voyons commencer les manifestations populaires, et leur encore une partie du Hanovre demandait son annexion pure et simple à la monarchie prussienne. Il est certain qu'au point de vue de l'organisation intérieure, l'ancienne démarcation des territoires et des souverainetés est une complication devenue inutile, et nous verrions sans surprise le Parlement national réclamer la complète réunion de l'Allemagne du Nord.

Nous le verrions sans surprise, nous le verrions aussi sans inquiétude. Au point de vue de l'équilibre européen, l'effet serait le même, et la position réelle de la Prusse n'en serait point changée. Pour tout ce qui concerne sa place en Europe comme grande puissance, la Prusse sans un pied de plus, soit qu'elle règne seule, soit qu'elle commande à quelques princes sans autorité et sans souveraineté réelles. Elle n'en aura pas moins le commandement militaire et la représentation extérieure, la direction suprême au dedans et au dehors. Les Etats qui entreraient dans la nouvelle Confédération du Nord, si elle arrive à terme, auraient tout au plus une certaine indépendance administrative; mais politiquement, militairement, extérieurement, ils ne seraient rien que la Prusse. Nous serions donc des dupes si nous prenions ces apparences pour des réalités, si nous mettions sérieusement dans les plateaux de la balance européenne des ombres qui ne pèsent plus rien, si nous dépensions la moindre part de force ou d'intérêt pour les y maintenir, et si nous en tenions compte à la Prusse comme d'un sacrifice au prix duquel elle serait ratifier tout le reste. L'Allemagne se fait, comme c'est fait la France, comme il est fait l'Italie; nous serions insensés d'aller nous brouiller avec une grande nation moderne pour la satisfaction de restaurer une collection de landgraves, de margraves et de burgraves qui ne pouvait plus servir qu'au théâtre. La France ne peut que gagner à voir s'étendre et s'appliquer partout le principe qui est la base de sa propre Constitution, le consentement populaire. C'est le seul principe qui doive désormais dominer dans la délimitation des territoires et dans le rétablissement de l'équilibre.

JOHN LEMONNIER.

Voici le résumé de notre correspondance de Rome, en date du 24 juillet :

Ici tout conserve une apparence très calme : les partis s'observent en silence; chacun d'eux nourrit des espérances opposées; les passions sont excitées, mais contenues; on qui domine, c'est une grande anxiété. On suit avec intérêt les péripéties du drame sanglant qui effraie l'Europe et affige l'humanité, et les Romains détestent ce voir arriver le dénouement, afin qu'on puisse s'occuper de régler leur dit.

Le Pape, dont le départ pour Castel-Gandolfo avait été fixé à mardi dernier, est encore au Vatican. On ne donne aucune explication de ce retard, qui n'a peut-être d'autre cause que de rester Etats aux anciennes traditions.

On est persuadé ici que tout doit se calculer avec une extrême lenteur, qu'il doit s'écouler un temps infini entre l'adoption d'une mesure et son accomplissement, et qu'en agissant ainsi on conserve une majestueuse dignité.

On vient de publier un règlement pour le rétablissement des bureaux de change, du nombre de 5 au nombre; on assujettit les titulaires à la patente et à l'autorisation, ce qui est juste. On exige d'eux le dépôt d'un cautionnement, ce qui est une bonne innovation qu'on voudrait voir étendre à tout les comptoirs; mais on fixe la quotité de leurs bénéfices, ce qui est une entrave arbitraire et illusoire à laquelle il leur sera facile de se soustraire, quelque leur ait fait une part excessive en leur accordant maximum de 1 pour 100 sur leurs opérations.

On ne sait si ce règlement sera appliqué à la Banque, qui fait le même trafic que les changeurs, et qui vend en ce moment les pièces de 20 fr. au prix de 4 écus 60 baïocchi.

Le gouvernement romain vient d'établir à Civita Vecchia une quarantaine rigoureuse de quinze jours sur les provenances françaises. La même mesure va sans doute être appliquée aux voyageurs et aux marchandises arrivant par voie de terre. Voilà l'honnêteté matérielle des Romains opposée à l'isolement politique de leur gouvernement.

P. DAVID.

Nous recevons de Naples, en date du 25 juillet, une lettre dont voici le résumé :

Je ne saurais trouver des paroles assez vives pour rendre exactement l'état d'anxiété dans lequel on vit à Naples depuis trois jours. On est sous le coup d'une dépêche télégraphique qui annonce un combat sanglant; mais la réticence en est si décidément, que l'on ne doute pas si c'est une victoire ou une défaite. Nous savons que l'équipage du *Palestro* a préféré sauter plutôt que se rendre; ce est apjoupé, à l'exception du capitaine et des deux officiers, qui ont été faits prisonniers par les Napolitains et et de Sicilien. Nous savons que l'équipage de la frégate *Fides* n'est rien qu'un parti; c'est la majorité de cet équipage se composait aussi de Napolitains. C'est un spectacle navrant que celui des familles qui depuis trois jours trapent inutilement à toutes les portes pour avoir quelque nouvelle des pauvres gens qui leur sont chères. Le ministère garde le silence le plus inexplicable et le plus absolu.

Au milieu de ces angoisses, l'esprit public est vraiment admirable. La calme le plus parfait régne dans toute la ville, le dévouement le plus complet dans tous les cœurs, la confiance dans tous les esprits.

On a déjà ouvert une souscription pour élever un monument à l'équipage du *Palestro*. Jamais monument n'aura été plus mérité par les héros dont il doit éternaliser la mémoire.

Malgré toutes les nouvelles de l'armistice, le dernier règlement de cavalerie qui était resté en vigueur avant de partir pour le théâtre de la guerre.

Les embarras produits par la cours forcé des billets commencent à diminuer depuis qu'un grand nombre de billets de petites sommes,

---

FEUILLETON DU JOURNAL DES DÉBATS

DU 31 JUILLET 1866.

REVUE MUSICALE.

OPÉRA-COMIQUE : Première représentation de *José-Maria*, opéra-comique en trois actes, paroles de MM. Cormon et Hellbac, musique de M. Jules Cohen. — OPÉRA : *la Juive* et *Roland à Roncevaux*. — Le concours de musique religieuse de Louvain.

C'est déjà bien assez d'avoir à rendre compte d'un opéra-comique en trois actes, sans se voir, dès le lendemain du jour de la représentation, contraint de monter en wagon pour s'en aller en Belgique assister à un grand concours de musique religieuse. Ce n'est pas qu'il y ait une si grande différence entre un concours de musique d'église et un opéra-comique. Il y a bon nombre de morceaux du premier qui ressemblent terriblement pour le style, l'expression, l'allure, les formes, à la plupart des morceaux du second. Cependant, voyez quelle fatale coïncidence! Et vous qui lisez du coin de l'œil et avec la plus superbe indifférence ce feuilleton musical sans vous douter des tortures qu'il a données à son auteur, apprenez quelles tribulations attendent parfois un malheureux critique. L'affiche de l'Opéra-Comique avait annoncé que la première représentation de *José-Maria* aurait lieu *définitivement* le 14 juillet. Or le concours de Louvain était fixé aux 18, 19 et 20. La chose allait à souhait. Je me disais avec la plus douce satisfaction : *José-Maria* viendra le samedi 14, je consacrerai le dimanche 15 et le lundi 16 au compte-rendu, le mardi 17, je partirai, frais et dispos, libre de toute préoccupation profane et prêt à me plonger dans les délices du concours de musique sacrée. Hélas! hélas! trois fois hélas! l'affiche était mensongère. La première représentation de *José-Maria* n'a pas eu lieu le samedi 14; elle a été remise au lundi 16. Le spectacle a fini à minuit et demi, et le lendemain, à sept heures trente minutes du matin, c'est-à-dire quelques heures après la chute du rideau, l'express du Nord m'emportait à toute vapeur vers Louvain, en compagnie de MM. Berlioz, H. Duncke, Edouard Batiste, membres du jury comme moi. Les mélodies de M. Jules Cohen résonnaient et vaillamment dans ma tête comme par l'effet d'un cylindre tout monté dans mon cerveau, et semblaient prélude ironiquement aux compositions graves et sévères que nous allions examiner à Louvain. Et malaisément que tout cela est passé, concours et première représentation, n'ayant écrit un seul mot ni sur l'un ni sur l'autre, voilà que tout se brouille dans mon esprit, que le compte rendu de *José-Maria* se confond avec celui du concours, et vice versâ, et que je sais à peu près comme en personnage de *Marion Delorme*, à qui l'on dit :

Quand je te parle roi, tu prendras cardinal.

Il faut pourtant que je mette un peu d'ordre dans ces souvenirs confus, que je vous parle soit de *José-Maria*, soit du concours, en les distinguant, s'il se peut, l'un de l'autre. Heureusement, Berlioz vient à mon aide. J'étais assis à côté de lui dans notre compartiment :

— Eh bien! me dit-il, l'opéra d'hier? Comment cela s'est-il passé?

— A propos, disent à leur tour Duncke et Batiste, assis en face de moi; l'ouvrage a-t-il eu du succès? Contez nous donc la pièce.

— Je le veux bien, leur répondis-je, d'autant mieux que, ne pouvant écrire mon feuilleton, je veux essayer de vous le réciter. Tâchez de le bien retenir, vous me le dicterez ensuite.

— Ah ça! dit Berlioz, tu nous prends donc pour tes collaborateurs!

Là-dessus, mes interlocuteurs allumèrent leurs cigares, car, vous savez, les fumeurs! ils ne peuvent écouter que le cigare à la bouche.

— Je suis sûr que vous vous imaginez, leur dis-je, que ce José-Maria est un bandit de la trempe de ces fameux brigands qui sont si fort de nos amis, Zampa....

— Parle pour toi, interrompit Berlioz.

— .... Zampa, Fra Diavolo, repris-je. Eh bien! soit; libre à vous de suivre cette idée; nous verrons bien plus tard.

Il faut que vous sachiez qu'une jeune et jolie Mexicaine, la senora Diana Armero, a été élevée en France, où elle a épousé un vieux marquis qui a eu la délicatesse de la laisser veuve à vingt ans. Aussitôt veuve, Diana a eu un procès considérable qu'elle a gagné, grâce à son bon droit, mais grâce aussi à l'influence de S. Exc. le seigneur Correga, juge au Mexique. En récompense de ses bons offices, celui-ci a stipulé que Diana consentirait pour épouser un certain neveu à lui, Don Fabio, débuchè et inocent, qui a grand besoin de refaire sa fortune pour le défaire encore. Diana s'est prêtée à cette arrangement sans inclination et par pure convenance, car elle ne connaît pas même son fiancé.

A peine de retour au Mexique, avec sa jeune soubrette Nina, il prend fantaisie à Diana de faire une promenade à cheval. Le cocher s'emporte, la vie de Diana est en péril. Heureusement, un jeune homme se trouve, arrête le cheval et sauche Diana à une mort certaine. L'inconnu se refuse sans dire son nom; mais, en prenant congé de la veuve, il lui dit : « Je vous quitte, Madame, sans vous dire adieu; soyez assurée que lorsque vous courrez quelque danger, ou quelque jour que vous en ait, je serai auprès de vous. » Il y a dans tout cela un mystère qui pique vivement la curiosité de Diana. Elle en parle à son fiancé, tourné; il a quelque chose en lui qui n'est pas ordinaire, et puis Diana se flatte d'être physionomiste : elle lui trouve un air d'honnête homme. Néanmoins, une chose lui laisse quelque inquiétude. Elle portait un riche bracelet auquel elle tenait beaucoup; ce bracelet a disparu dans la bagarre. Diana se le cherche pas longtemps. L'inconnu revient une seconde fois, lui rend le bracelet et se dérobe aux nouveaux remerciemens que Diana lui adresse. Elle en conclut avantage dans cette opinion que l'inconnu est la perle des honnêtes gens.

Jugez donc de sa surprise, lorsque, seule dans sa chambre, à minuit, au retour d'une fête qu'a donnée le seigneur don Fabio, la maison bien gardée (car on redoute le fameux José-Maria, qu'on a vu rôder, dit-on, dans les environs), la senora se trouve tout à coup en présence d'un personnage revêtu d'un costume de corsaire qui s'est introduit par la fenêtre, et qui s'est lédé de couper les cordons de sonnette pour empêcher la dame d'appeler au secours.... — enfin un personnage dans lequel elle reconnaît, qui? son inconnu, son libérateur! C'est bien lui! Ce personnage se pose en face d'elle : « Madame, lui dit-il avec autant de politesse que de sang-froid et en dirigeant vers elle un pistolet armé, je n'en veux pas à votre honneur, je n'en veux qu'à votre bourse. Vous avez là, dans ce joli secrétaire en bois de rose, un portefeuille contenant trois cent mille piastres; il me les faut, sinon je vous tue! »

Ce langage, comme vous voyez, est amis, je le mérite incontestable d'être parfaitement clair.

— Fais-nous grâce de tes commentaires, marmotte Berlioz, et poursuis.

Je reprends donc : — Comment vous, Monsieur! s'écrie la dame épouvantée; vous, mon sauveur! vous que j'aurais jure être un fort honnête homme! vous qui m'avez rendu mon bracelet! vous.... — C'est possible, Madame; mais il m'a égal que vous le sachiez. Il me faut ces trois cent mille piastres, ou vous êtes morte. — Mais je serai ruinée. — Pas tout à fait; d'ailleurs, peu m'importe. — Mais, Monsieur, vous savez qu'une fois qu'il vous aura pris d'ici avec mon argent, j'ai vous dénoncer à la justice, au seigneur Correga, qui ne plaisante pas; vous serez poursuivi, saisi, condamné, et.... — Pendu; je le sais parfaitement et je m'y attends bien. Veuillez néanmoins me donner la clef de votre secrétaire.

Le secrétaire ouvert, l'inconnu met la main sur le beau portefeuille rouge des trois cent mille piastres. Il l'empoche et sort, comme il était entré, par la fenêtre. Notez bien que Diana qui l'a reconnu aussi agréablement sa victime, il a le toupet de lui chanter des morceaux de *Zampa* et de *Fra Diavolo*.

Quant à la dame, comme si ce n'était pas assez pour elle d'être absourdie de tant d'audace, d'hypocrisie et de perversité, elle éprouve encore je ne sais quelle impression de terreur à la pensée du danger que peut courir son voleur en sautant du balcon en bas. Il paraît que lorsque les dames ont un caprice pour un fripon qu'elles ont pris d'abord pour un citoyen orné de toutes les vertus, cette qualité de fripon ne diminue en rien le sentiment que l'homme vertueux avait inspiré.

— Je l'ai déjà dit, grommela ici Berlioz, dont nous faire grâce de tes réflexions sangrenues.

— Soffit, maître.

Le voleur parti, la senora n'a rien de plus pressé que d'aller dénoncer à S. Exc. le juge Correga. Celui-ci se hâte de faire appeler son nouveau secrétaire, un jeune homme fort instruit, fort distingué, et, dit-on, fort riche. Figurez-vous encore l'étonnement de la dame lorsque, dans ce secrétaire, elle reçoit de nouveau l'inconnu, son sauveur, son voleur! Le juge étant sorti, je ne sais plus sous quel prétexte, voilà que la senora se trouve encore en tête-à-tête avec son voleur, maintenant déguisé en greffier, pense-t-elle, pour mieux le déposition qu'elle va faire contre lui. — Du calme, Madame, dit-il, et tâchez de vous rappeler les paroles que je vous ai dites lorsque j'ai été assez heureux pour vous sauver la vie. Ne vous ai-je pas promis de me trouver auprès de vous dans tous les dangers qui pourraient vous menacer? Eh bien! Madame, lorsque je me suis introduit chez vous pour m'emparer de votre portefeuille, vous étiez dans un très grand danger. — Et lequel? — Dans le danger de donner le femme de ce Fabio, un mauvais drôle, qui ne vous aime pas, qui n'en veut qu'à votre fortune pour la dévorer et vous réduire à la misère. Maintenant il vous poursuivrait, et vous ne l'aimerez pas, car voici votre portefeuille, qui vous appartient toujours. Laissez faire ce Fabio; vous allez le voir venir vous rendre votre parole, et vous échapperez au malheur de l'épouser. — Et en effet, la chose a lieu comme Carlos l'a prédit, car le faux voleur, le faux José-Maria, le faux secrétaire s'appelle Carlos.

— N'est avis, dit Berlioz, que c'est là le dénoument des *Femmes savantes*. Voyons un peu si je me trompe.

— Mais, Monsieur, continuai-je, qu'il n'y a pas trace de brigand dans cette pièce, et que José-Maria ne figure ici que pour monter l'imagination du spectateur. C'est une des habiletés du libretto d'avoir, pendant plus de deux actes, suspendu sur nos têtes un brigand imaginaire, et de nous avoir fait croire à la présence d'un personnage parfaitement honnête.

— Pour la troisième et dernière fois, s'écria Berlioz, je te prie.... nous le prions de nous faire grâce de tes réflexions. Bref-vous, si tu veux, pour ton feuilleton. Nous ne sommes pas tous de ta lire.

Duncke, se penchant à mon oreille :

— Il était fort mécontent hier, me dit-il; aujourd'hui il est d'une humeur charmante.

— Maintenant, poursuivit Berlioz, parlons de la musique. Elle doit être fort bien, puisqu'elle est de Jules Cohen.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France